

WOW! QUAND EERDEKENS SE LÂCHE, ÇA FAIT MAL!

vendredi 12 mai 2017 13:34



- [Belgique](#)
- [Choix de la rédaction](#)
- [Economie](#)

WOW! QUAND EERDEKENS SE LÂCHE, ÇA FAIT MAL!

31 mars 2017

14621

[Share1K](#)

[Tweet14](#)

[Share3](#)

[+12](#)

[Email](#)

SHARES1K



Claude Eerdekens, bourgmestre socialiste d'Andenne, ne mâche pas ses mots. On le sait depuis longtemps et il est le premier à avoir tiré la sonnette d'alarme par rapport aux tripotages des dirigeants de Publifin (PS – MR – CDH et Ecolo) depuis des années. A l'Assemblée générale qui devait désigner le nouveau Conseil d'administration, ce jeudi soir 30 mars, Claude Eerdekens a tout dit, d'une manière parfaite! Si tous les socialistes étaient comme lui, on verrait ses position sur ce parti! Avec l'éviction à huis clos de Bruno Berrendorf, l'administrateur du Parti Populaire ([voir notre autre article](#)), c'étaient les temps fort de cette AG de Publifin.

Nous publions ici son intervention in extenso. Bonne lecture!



Claude Eerdekens (à droite) arrive chez Publifin pour l'Assemblée générale,

avec l'échevin d'Olne, Cédric Halin (CDH) grâce à qui le scandale Publifin a éclaté

« Mesdames, Messieurs, le Conseil communal à l'unanimité m'a mandaté pour exprimer le point de vue négatif et motivé de la Ville d'Andenne dans le cadre de l'assemblée générale extraordinaire de Publifin de ce soir. 15 motifs au moins justifient la position d'Andenne.

1°) Dès lors que la Province de Liège détient 53,91% des parts de la structure, à quoi sert-il pour les communes d'être présentes ? En clair, quand la Province de Liège et sa majorité décident, les communes n'ont plus rien à dire.

2°) A priori, ce qui vous est proposé aujourd'hui aurait pu être accepté par la Ville d'Andenne. En effet, après que Publifin ait mis au point un système complètement extravagant, consistant dans les secteurs du gaz et de l'électricité à rémunérer grassement des mandataires provinciaux et communaux à ne presque rien faire, ne voilà-t-il pas que, frappé soit par la grâce, soit par la raison, mais surtout par les dénonciations de la presse, Publifin en viendrait maintenant à réduire le nombre de ses administrateurs, choisis selon la clé d'Hondt comme il est d'usage, mais avec des jetons de présence raisonnables par rapport aux traitements pharaoniques dénoncés par Monsieur l'Echevin Cédric Halin d'Olne dont je salue la présence et le courage.

3°) **Vous devez comprendre que la Ville d'Andenne ne va pas accepter de corriger ce qui est inexcusable dès lors que c'est tout le système Publifin que nous avons mis en cause depuis des années. En effet, croire que le scandale va cesser pour le simple motif que l'on réduit le nombre d'administrateurs de Publifin, c'est croire au Père Noël.**

4°) A côté de Publifin, il faut aussi évoquer la SA Nethys qui a obtenu de Publifin la cession des GRD gaz et électricité et qui est à la base de toutes les nébuleuses nées dans des conditions de totale opacité par la suite.

5°) **Ce qu'il faut condamner, ce sont tous les mécanismes qui ont permis à quelques mandataires provinciaux, à certains mandataires communaux aussi, mais surtout à des cadres d'entreprises publiques, liés de près ou de loin à la politique, de faire fortune.**

Quand « le Soir » a dénoncé que Monsieur André Gilles avait une rémunération de plus de 360.000 euros, Monsieur Pire un peu moins, ces politiques dont la seule mission était de servir l'intérêt général ont suscité un rejet de leur personne et de la politique en général au moment où une grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté. Ce goût forcené du gain dans le chef de quelques mandataires est tout simplement indécent.

Très clairement, je ne mâche pas mes mots, Messieurs Gilles et Pire s'en sont mis plein les poches, ont floué l'institution provinciale qu'ils devaient défendre et ont siphonné les dividendes des communes associées de Publifin.

Il en est de même pour Monsieur Drion, car il fallait acheter le partenaire cdH, principal parti de l'opposition à la Province.

6°) Je dois aussi clamer mon indignation devant la hauteur de la rémunération de la Directrice de Publifin dont je dois dénoncer la pitoyable prestation devant la Commission parlementaire d'enquête. Après avoir exprimé qu'elle gagnait moins qu'un ouvrier de la structure, pour ensuite exprimer que c'était une boutade, Madame « sans gêne » a refusé de communiquer sa rémunération à la Commission d'enquête du Parlement wallon.

Or, dans nos communes, à la Province et c'est vrai aussi dans une intercommunale, les fonctionnaires comme les cadres supérieurs sont payés par l'argent du contribuable, donc par le citoyen et les élus ont droit de savoir ce que Madame Bayer gagne. Bizarre par ailleurs qu'elle soit payée très partiellement par Publifin et pour l'essentiel par Nethys.

Pour Andenne et pour avoir osé affirmer devant la Commission parlementaire d'enquête qu'elle ignorait tout de la rémunération des administrateurs de Publifin, ce qui est impensable alors qu'elle est Directrice générale, nous demandons son licenciement.

7°) Monsieur André Gilles nous annonce qu'il va quitter la politique ce 1^{er} avril 2017. Nous en prenons acte. Mais Andenne demandera qu'André Gilles rembourse tout ce qu'il a indûment perçu au préjudice de la Province et de toutes les communes associées. Ce qui est vrai pour Monsieur Gilles, l'est aussi pour Messieurs Pire, Drion et tous les autres.

8°) Nous avons décidé avant l'été de déposer plainte avec constitution de partie civile devant un Juge d'instruction de Liège, car nous avons été lésés par les agissements des trois responsables provinciaux précités, mais aussi de mandataires locaux qui étaient payés à ne rien faire. A la décharge de ces derniers et pour paraphraser l'un d'entre eux, ils n'étaient que des « ploucs » désignés par les fédérations liégeoises ou autres de leur parti politique.

Tous les responsables du scandale ne sont pas dans cette salle et les administrateurs de Publifin liés aux secteurs du gaz et de l'électricité ne sont que très partiellement responsables. **Ils sont déjà terriblement sanctionnés pour avoir été soumis au mépris généralisé d'une population en colère. Ils ont perdu la confiance de leurs citoyens, de leurs électeurs et parfois de leurs amis.**

Qu'ils remboursent, comme certains l'ont annoncé, n'est que Justice. Il est à espérer que cet argent puisse revenir au prorata des parts de chacun à la Province et aux communes affiliées de Publifin.

9°) Cependant et pour Andenne, ce ne sont pas ces lampistes, comme j'ai qualifié ces administrateurs, que je souhaite épingle. Il faut sanctionner ceux qui ont manigancé ce système dans les trois familles politiques traditionnelles de la Place de Liège. Le mécanisme mis au point participait d'un mécanisme diaboliquement bien conçu, par des spécialistes du droit administratif, du droit public, du droit commercial à l'effet de piller la Province de Liège et les communes associées de Publifin non seulement de leurs dividendes, mais aussi de leurs avoirs historiques et je vais vous l'expliquer par après.

10°) Il fallait aussi permettre à des cadres sans scrupules de se bâtir une fortune personnelle au préjudice des finances de la Province de Liège et des communes associées de Publifin. Le principal responsable est Stéphane Moreau dont le traitement annuel avoisinerait le million d'euros et probablement plus

en tenant compte du salaire, des bonus et participations au bénéfice, personnel mis à disposition, véhicule, frais de route, de séjour, épargne pension, etc...

Vous connaissez tous les autres : Paul Heyse, Gilles Simon, Philippe Naelten et tous les autres profiteurs qui gravitent dans la structure. Vous avez le droit d'exiger, Vous les conseillers provinciaux, Vous les communes affiliées, de savoir ce que chacun, politique ou cadre, a gagné car c'est de l'argent public que l'on vous a subtilisé indûment de vos dividendes dans Resa gaz et Resa électricité.

Cela n'a été possible que parce que les plus hauts responsables de la Province qui est majoritaire dans Publifin ont été achetés purement et simplement. Ce système n'a pu être mis en place que parce que toute une série de mandataires de la Province, mais aussi des communes affiliées, y trouvaient intérêt, les premiers par des rémunérations pharaoniques dépassant les plafonds autorisés, certains par le biais d'un sponsoring à leur profit ou celui d'associations proches, les troisièmes par l'engagement de proches dans le cadre de pratiques clientélistes et les derniers par d'autres avantages non découverts à ce jour.

Il va de soi que tous les cadres de Publifin, Nethys et des autres filiales doivent être démis de leur fonction car ils n'ont plus leur place dans cette structure.

Andenne espère que les mandataires politiques ou autres cadres des multiples structures, s'ils ne sont plus payés dans Publifin, ne continueront pas à recevoir des rémunérations somptuaires dans le cadre de Nethys ou d'autres filiales privatisées qui n'existent que par l'argent public de la Province de Liège et des communes associées. Pour être clair, il serait insupportable qu'après avoir démissionné de Publifin, Messieurs Gilles, Pire et d'autres continuent à être copieusement payés dans des filiales privatisées qui n'existent que par un transfert d'actifs appartenant aux communes et à la Province de Liège. Sera-ce le cas ?

11°) Maintenant, je vais vous expliquer comment on vous a dérobé vos dividendes et ensuite, je vous exposerai comment à l'avenir, vous pourriez, comme associés de Publifin, être à nouveau mis à contribution financière et enfin, dans la dernière partie de mon intervention, je viendrai avec des propositions de solutions tout en appuyant celles que mon collègue, Monsieur Halin d'Olne, proposera à court terme.

1. Vous avez été spoliés de vos dividendes. Le secteur VOO et d'autres investissements dans le secteur des médias n'ont été possibles que parce que l'on a ponctionné les dividendes que génèrent le GRD gaz et le GRD électricité qui furent par la suite fusionnés.

Le 6 juin 2014, Andenne écrivait à l'ensemble des associés communaux pour exprimer que VOO, suivant les comptes publiés jusque fin décembre 2013, avait perdu 359.823.588,29 euros qui ont été siphonnés sur les dividendes devant être payés à la Province de Liège et aux communes. Autant vous dire qu'avec une telle masse d'argent, la Province et les communes auraient pu développer d'autres politiques et services créateurs d'emplois.

A partir de 2015, tout a été fait pour vous cacher les déficits additionnels de VOO qui n'apparaissent plus dans la comptabilité. Le déficit de VOO en 2014 s'est élevé selon la Presse qui en sait plus que nous à 26.400.000 euros. En conséquence, le déficit de VOO de 2009 à 2014 s'élève à plus de 386 millions d'euros au minimum.

Il faut y ajouter le déficit de 2015 que l'on vous cache volontairement et il serait affirmé, ce qui reste à vérifier, qu'il y aurait eu 500.000 euros de bénéfices en 2016...

Cet argent, 400.000.000 d'euros au moins, vous avez le droit d'exiger qu'on vous le rende.

2. Ce qui est terrible, c'est que l'argent que l'on vous a pris a été investi dans « l'Avenir » et dans toute une série de secteurs abracadabrants, comme dans « Corse Matin », la « Provence », « Nice Matin », également en Serbie, en République démocratique du Congo et j'en passe. Pour quelles raisons?

Andenne espère que cette expansion à l'international n'a pas pour objectif de réaliser d'autres détournements d'actifs publics s'ajoutant à ceux déjà constatés. Après avoir joué sur les frontières des régions pour éviter la tutelle wallonne, il a été ensuite imaginé de jouer avec des frontières des états pour éviter la loi des états, plus particulièrement fiscales.

Il est à espérer que les enquêtes judiciaires à venir et les travaux du Parlement wallon ne permettront pas de découvrir que la création, à partir de votre structure publique, de filiales privées, ayant le statut de sociétés anonymes, couplées avec des investissements dans de nouvelles filiales créées à l'étranger et de droit étranger, n'était pas un moyen d'accorder de façon illicite à des mandataires liégeois ou d'ailleurs et à des cadres de « la nébuleuse » des rémunérations cachées ... (échappant au contrôle du Fisc belge tout en contournant les règles imposées aux mandataires publics par l'Etat et la Région wallonne en matière de limitation des revenus liés à des mandats publics).

12°) Honte à ceux qui ont mis en place un système en vous trompant lorsqu'on vous disait qu'une intercommunale pure de gaz et d'électricité était un outil vieillot, désuet et qu'il fallait privatiser. En réalité, tout cela est faux ! Les intercommunales dans le secteur du gaz et de l'électricité restent rentables avec des revenus, certes à la baisse, mais qui sont des revenus honorables, justifiés, admis par les régulateurs comme la Cwape et qui peuvent être équitablement répartis entre les associés communaux et provinciaux. Ce mardi, Paul Heyse l'a confirmé devant la Commission d'enquête parlementaire. Il a ajouté qu'en acceptant de céder vos actifs dans Resa gaz et électricité à la SA Nethys, vous aviez perdu vos actifs dans ce secteur et toute possibilité de contrôle, si ce n'est à posteriori. Quel aveu de sa part !

En clair, on a piqué plus de 400 millions d'euros de dividendes pour combler les trous de VOO, mais on vous a piqué en plus en vos réseaux énergétiques qui valaient plus de 600 millions d'euros qui ont été cédés à la SA Nethys. **C'est le coup du siècle ! Un milliard d'euros au moins appartenant à la Province et aux communes associées a été dérobé par les manœuvres de délinquants en col blanc qui ont transféré vos actifs vers une société anonyme. Une véritable expropriation de vos avoirs sans bourse délier.** Je le répète : **le Hold-up du siècle !**

13°) Pire, la privatisation du gaz et de l'électricité via Nethys avait deux objectifs additionnels qui sautent aux yeux :

- permettre à Monsieur Stéphane Moreau qui était Bourgmestre d'Ans de contourner le décret régional qui interdisait un mandataire siégeant dans un Collège communal d'être en même temps Directeur d'une intercommunale publique.
- il fallait aussi pour Monsieur Moreau dont le traitement avoisinerait le million d'euros, mais aussi pour André Gilles, Pire, Drion et d'autres d'avoir des rémunérations qui font exploser la limitation des rémunérations prévue pour les mandataires publics par la loi limitant à une fois et demi les revenus d'un parlementaire. CQFD ?

14°) Inconsciemment, la plupart d'entre vous, ont accepté la privatisation. Mais à votre décharge, on ne nous a pas dit ce qu'on allait faire de l'outil. Et l'on nous a caché la réalité des opérations réalisées par un déficit organisé de l'information à laquelle nous avons droit. Une véritable escroquerie au demeurant car en dissimulant la réalité des opérations, la volonté a été de nous abuser.

On nous a vendu un soi-disant empire économique liégeois, mais sans nous dire que si un jour, les investissements à risque devaient tourner à la catastrophe, ce ne serait pas vos dividendes provinciaux et communaux que l'on pourrait vous enlever pour couvrir les déficits enregistrés, mais on pourrait vous réclamer en plus de payer les pertes de l'ensemble du groupe !

Si ce jour-là devait arriver, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas. C'est pour cela que je suis ici et pour vous dire de lever l'étendard de la révolte dans les prochaines semaines.

15°) D'autre part, on a également privé les communes de la valeur des indemnités liées aux permissions de voirie auxquelles les communes avaient droit. Un dernier scandale à la clé découvert il y a peu et avoué mardi par Pol Heyse au Parlement wallon.

Et maintenant, l'avenir de Publifin !

Devant ce constat affligeant, que propose Andenne car il y aura dans la politique wallonne et à Liège en particulier un avant et un après Publifin ? Voici nos propositions :

1. Méritons la confiance des gens qui nous ont élus en fonction des qualités qui sont les nôtres !
2. Ne soyons plus les complices de personnes qui ne se sont engagées en politique que pour leur profit personnel tout en ayant un souverain mépris de l'intérêt général
3. Exigeons que VOO soit vendu au meilleur prix possible du marché et que l'on nous rembourse tout ce qu'on nous a pris pour compenser les pertes de VOO, soit plus de 400 millions d'euros.
4. Cet argent, nous en avons bien besoin pour nos politiques provinciales et locales et payer des cotisations de responsabilisation pour nos agents statutaires, pour que nos CPAS financent les exclus du chômage et j'en passe ...
5. Il faut rapatrier dans Publifin, qui doit redevenir une véritable intercommunale pure, Resa gaz et Resa électricité qui n'auraient jamais dû quitter Tecteo, devenu Publifin, c'est-à-dire une coquille vide. Ce qui a été transféré à la SA Nethys doit être rapatrié dans Publifin pour l'euro symbolique.
6. Exigeons la mise à l'écart de tous les politiques qui ont trempé dans cette affaire et de tous les cadres des entreprises du groupe qui ont été leurs complices, certains étant même les cerveaux des opérations menées.
7. Si, lors d'une prochaine assemblée générale, parce tel n'est pas l'objet de celle-ci, nous pourrions aller dans cette direction, nous ferions une œuvre salubre susceptible de réconcilier le citoyen avec ses représentants politiques.
8. Après avoir vécu la honte de Publifin, nous pouvons aider à redorer le blason d'un outil intercommunal qui, lorsqu'il fut créé après la dernière guerre mondiale, par les pères fondateurs de l'ALE et de l'ALG, était un outil de services au public. La mission de l'ALE et de l'ALG était de servir l'intérêt général en fournissant l'énergie dans les foyers et entreprises. Quand on voit ce qu'a fait la troisième génération qui a suivi les pères fondateurs, on peut se dire qu'il est des héritages somptueux que certains se plaisent à galvauder.

La génération actuelle qui a pris le pouvoir dans la structure avait un talent incroyable pour transformer l'or en plomb et s'enrichir sur notre dos.

Plaçons à la tête de toutes les structures une nouvelle génération politique, honnête et désintéressée avec de nouveaux collaborateurs choisis exclusivement pour leurs qualités professionnelles et dont la rémunération doit cesser d'être indécente. Il suffit pour cela d'un moment de courage politique.

Tel est le message d'Andenne adressé à tous les associés de Publifin. »
Claude Eerdeken, Bourgmestre d'Andenne